

Chronique littéraire

Des crimes à la recherche de leurs châtiments

“AINSI, en cas de nécessité, n'hésitez pas à frapper très fort. N'ayez donc aucun scrupule, lorsque la raison d'Etat l'exige. C'est aussi cela votre devoir de citoyen et de soldat. A cet égard, les missions de répressions occasionnelles sont de la plus haute importance. Elles ont une valeur pédagogique et exemplaire sans pareille. Quand il le faut, brûlez les villages rebelles, rassemblez les populations concernées, torturez sans état d'âme certaines fortes têtes et, comme cela se fait dans leurs propres milieux, coupez des têtes !”

Ces propos sont ceux d'un administrateur de colonie. Nous les tirons de l'ouvrage de Michel Raymond Anchouey, “Corneille, le Soldat de Grand'Ma” (2015), dont nous vous parlerons bientôt. Ils sont rapportés par le jeune sous-officier Corneille – le narrateur –, qui débarque et va recevoir les conseils “avisés” d'un vieux roublard des tropiques.

Certes, ce type de discours traverse nombre de pages des archives coloniales et des ouvrages qui traitent de cette période. Une certaine littérature veut bien les faire remonter à la surface, de temps à autre, par souci de vérité et d'édification. Mais lorsque la réalité nous rattrape avec une violence telle qu'elle ébranle tout notre être, on se dit que, vraiment, tant qu'on vit, on n'a encore rien vu.

Dans l'extrait cité plus haut, prêtons attention à ce segment de phrase : “comme cela se fait dans leurs propres milieux, coupez des têtes !” Comme cela se fait dans nos propres milieux, oui. Le fait divers de la semaine, qui continue de marquer les esprits, illustre bien ce “comme cela se fait dans leurs propres milieux”. Une tête séparée de son corps, pensez donc, un crime odieux, des choses que l'on refuse d'accepter. Trop inhumain. La colère suit l'émoi et l'incompréhension. On souhaite faire quelque chose. Mais quoi ? On prend rapidement conscience de son impuissance, tout en mesurant combien personne n'est à l'abri, au fond. Mais qui nous pro-

tège, au juste ?

Mardi dernier, le parti au pouvoir est monté au créneau. C'est déjà ça. Mais pour faire quoi ? Parler, encore parler. On n'est pas loin du “Paroles, paroles” de Dalida. Des mesures d'envergure ont été proposées par le SG du PDG : une réunion de crise autour du Premier ministre ou du chef de l'Etat avec les ministres en charge de la Justice, de l'Intérieur et de la Défense nationale, ainsi que des services compétents ; le renforcement des capacités et des moyens des enquêteurs et magistrats pour faire aboutir les investigations et les procès afférents aux crimes ; la mise à la disposition du public d'un numéro vert ; le renforcement des patrouilles mixtes avec des moyens conséquents ; la réhabilitation, l'extension et l'entretien du réseau d'éclairage public ; l'extension et l'activation des caméras de surveillance ; le renforcement des services de renseignements et de contre-ingérence, etc.

Si ces propositions étaient converties en actes, nul doute que tout le monde s'en trouverait, un tant soit peu soulagé. Pourtant, nous sommes plus enclin à verser dans le scepticisme – laissez-nous seul sur ce sentier risqué – qu'à jubiler. Une question de logique, simplement. N'allons pas chercher loin. Pourquoi avoir attendu cet acte de décapitation horrible d'une jeune dame pour lancer cette batterie de mesures fortes ? Que faisait-on avant ? Depuis des lustres, l'image du pays se trouve terni par ces photos, ces commentaires, ces rapports d'ONG sur les crimes (rituels ou autres) du Gabon. Il n'y a pas si longtemps, une province trustait même la première place des localités au taux de criminalité le plus élevé de tout le pays.

Qui dirige le pays, dispose des moyens de protection des honnêtes citoyens et de répression des bandits de grand chemin. Mais venir (re)dire ce qu'il faut faire, alors que l'heure de faire a plus que passé, c'est prendre le risque de venir servir de tête de Turc.

Réunion de prise de contact entre le vice-Premier ministre Paul Biyoghe Mba et les techniciens de la santé “Les choses de la santé se règlent au ministère de la Santé”



Le vice-Premier ministre, Paul Biyoghe Mba, lors de la rencontre avec...



...les responsables de son département: les questions liées à la santé au menu.

OTEMBE-NGUEMA

Libreville/Gabon

Le vice-Premier ministre, ministre de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale l'a dit aux techniciens de la Santé qu'il a réunis, mercredi, à l'immeuble de la Prévoyance sociale.

LE vice-Premier ministre, ministre de la Santé, de la Prévoyance sociale et de la Solidarité nationale, Paul Biyoghe Mba a rencontré mercredi dernier les secrétaires généraux, directeurs généraux et centraux et inspecteurs généraux de la Santé. C'était en présence des ministres délégués à la Santé, Célestine Oguewa Bâ, et à la Prévoyance sociale, Marie-Françoise Dikoumba. Occasion pour le nouveau patron de la Santé et de la Prévoyance sociale, de présenter la santé comme un objectif à atteindre. « Il faut que certaines choses soient faites, nous devons dresser un bilan d'étape, évaluer les objectifs pour voir ce qui a à conserver », a-t-il dit, avant d'ajouter que ce travail ne peut se faire que dans un esprit d'entente, de complémentarité, de partenariat, de confiance et de transparence. Et aussi dans le respect de la hiérarchie et de la discipline. Paul Biyoghe Mba a insisté sur la disponibilité qui compte beaucoup et sur le travail (bien fait). Il a invité tous les techniciens de la Santé au travail, en dépit des difficultés du moment. Le secrétaire général, à la suite du chef du département, s'est réjoui de cet entretien directif pour atteindre les objectifs du gouvernement en matière de santé publique. Toutefois, a-t-il déclaré, une telle entreprise court le risque d'échouer à cause des problèmes budgétaires. « L'administration centrale et les services rattachés, ainsi que les structures hospitalières fonctionnent sans budget. La BOP a mis l'administration dans un circuit sinueux et tout ceci freine l'élan des techniciens », a-t-il poursuivi. En outre, se greffent d'autres problèmes tels que l'insuffi-

sance des ressources humaines (en qualité et en quantité), les structures obsolètes qu'ils faut réhabiliter, la logistique (moyens roulants et de communication : téléphone, fax, ordinateurs), la dotation insuffisante ou la mauvaise utilisation des médicaments par le personnel soignant, l'absence d'une médecine de proximité, la qualité de soins qui est à déplorer, la gouvernance du système de santé, l'absence du code de la santé et le règlement international de santé qui doit être prêt. C'est plus qu'un impératif, un engagement pris par le Gabon sur le plan international. Mais il y a aussi la nécessité

de la réouverture des écoles de santé fermée depuis des décennies, situation qui donne libre cours à la création des écoles privées dont les programmes de formation professionnelle n'offrent pas de meilleures perspectives. Pour remédier aux carences en ressources humaines, a suggéré le directeur général de la Planification, il faut valider le plan national des ressources humaines. Ce qui permet que l'on se tourne moins vers la coopération bilatérale. « La formation des ressources humaines est une autre solution pour des résultats satisfaisants, notamment dans les

CHU, pour des prestations de qualité, afin de réduire la maladie et le caractère léthal de celle-ci », a souhaité le secrétaire général, qui a également suggéré que l'on redéfinisse la carte sanitaire du pays, en tenant compte des populations de l'arrière-pays. Pour réponse, Paul Biyoghe Mba a dit qu'il s'appuiera sur le projet de société “L'avenir en confiance”, en son axe 9: lutter contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion. Parce que pour lui, la seule valeur qui aille, c'est la solidarité nationale, car elle englobe tout. Hier, il a travaillé avec les techniciens de la Prévoyance sociale.

# UAS

**GABON**

UNIVERSITE AFRICAINE DES SCIENCES

**UNIVERSITE AFRICAINE DES SCIENCES**

**Nouveau :**  
**Contrat de partenariat avec le gouvernement gabonais**  
**n° : 00257/MENESTFPCS**

Certifications :

*Partenariat avec des Universités Prestigieuses :*  
**Paris 5- Paris 13- Lyon 3- EFAP-Lille- Littoral- Tunis- Gabon**

**Accord de coopération avec l'Université Internationale de la francophonie (Senghor) pour bidualisation dans 13 domaines et reconnaissance de 75 pays et le CAMES**

- Droit Privé
- Droit Public
- Droit des Affaires
- Management
- Commerce
- Tourisme
- Journalisme
- Communication
- Télécommunication
- Ingénieur

- L'UAS Gabon appartient au groupe UAS Tunis et UAS Mali
- Professeurs Invités : Français (La Sorbonne) et Tunisiens
- Cours du soir pour les professionnels
- Possibilité de poursuivre les études à l'étranger : France, GB, USA, Canada, Belgique, Suisse, Tunisie... etc
- Corps enseignant de très haut niveau
- Partenariat avec des structures universitaires publiques Gabonaises (Economie et Gestion, Sciences, Droit et Techniques...)

Sise au Quartier ACAE  
 B.P 6421 LIBREVILLE – GABON

Email : meddmess@gmail.com / h\_lotfi125@yahoo.fr  
 Tél : 00241 06449966/00241 05126998

www.uas.ens.tn